

Le Brésil divisé: retour sur la politisation croissante des inégalités

Amory Gethin, Marc Morgan

Résumé

La polarisation politique de l'élection présidentielle brésilienne de 2018 peut être associée à des clivages de classe liés aux succès du Parti des Travailleurs à améliorer les conditions de vie des plus modestes. Depuis 2002, les 50% de brésiliens les plus pauvres ont été de plus en plus enclins à voter pour le PT relativement aux 10% les plus riches. Cette évolution s'est déployée dans un contexte de forte croissance économique, bénéficiant principalement aux déciles inférieurs dont le revenu a augmenté deux fois plus vite que la moyenne nationale, au détriment de la classe moyenne supérieure. Les ménages situés au sommet de la distribution des revenus ont aussi bénéficié de taux de croissance considérables.

Les intentions de vote des brésiliens les plus aisés ont été davantage motivées par la corruption, la sécurité ou l'éducation, que par la santé et l'emploi qui sont davantage cités par les individus à bas revenus. Le vote pour Bolsonaro a rassemblé les déçus de la corruption du système politique et les groupes sociaux satisfaits du programme économique libéral du candidat. En Europe ou aux États-Unis, la montée des mouvements d'extrême droite "populiste" est souvent attribuée aux individus à faibles niveaux d'éducation et de revenus. Au Brésil, au contraire, Bolsonaro s'est attiré le soutien des élites économiques et intellectuelles.

Le succès de Jair Bolsonaro à rassembler 46% de l'électorat brésilien dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2018 contraste avec l'incapacité du Parti des Travailleurs à récolter plus d'un tiers des suffrages. Ce mouvement historique contre le parti jusqu'alors au pouvoir résulte en partie de la multiplication de scandales de corruption et de la crise économique récente, mais pas seulement. Il représente aussi l'aboutissement de clivages de classe qui se sont développés à la suite des politiques mises en place par les gouvernements précédents, bénéficiant aux plus modestes au détriment de la classe moyenne.¹

Comment le Brésil en est-il arrivé à de telles divisions ?

Après plus de vingt ans de dictature militaire (1964-1985), le Brésil tient sa première élection présidentielle en 1989. Fernando Collor de Mello, du libéral-conservateur *Parti de la Reconstruction Nationale*, gagne face au candidat socialiste Lula da Silva au second tour avec 53% des suffrages exprimés. Dans un contexte d'hyperinflation, le mandat de Collor est marqué par la mise en place d'un programme néolibéral associant privatisations d'entreprises publiques, ouverture commerciale et libéralisation des comptes de capitaux.

En 1994, Fernando Henrique Cardoso gagne l'élection présidentielle directement au premier tour grâce à ses succès récents contre l'inflation en tant que Ministre des Finances sous le gouvernement précédent, rassemblant 54.3% des voix (contre 27% pour Lula). Il est réélu en 1998 avec un score de 51.1%, alors que Lula ne reçoit que 31.7% de suffrages favorables. Si Cardoso continue les privatisations initiées par Collor, il est aussi le premier président à mettre en place des politiques sociales de grande envergure, telles que la *Bolsa-escola* de 2001, un programme de bourses visant à stimuler

la participation scolaire, ou l'*Auxílio-gás* subventionnant des bouteilles de gaz aux familles les plus modestes.

À la suite de la crise de change qui débute juste après la réélection de Cardoso, la faible croissance économique et la hausse du chômage érodent la popularité du dirigeant du *Partido da Social Democracia Brasileira* (PSDB), permettant à Lula de gagner l'élection de 2002 au second tour avec un score de 61.3%.

Du fait de la grande incertitude visible sur les marchés financiers au moment de l'élection, Lula est alors obligé de signer la *Carta aos Brasileiros*, un texte dans lequel il promet de ne pas infléchir la politique économique du pays. En

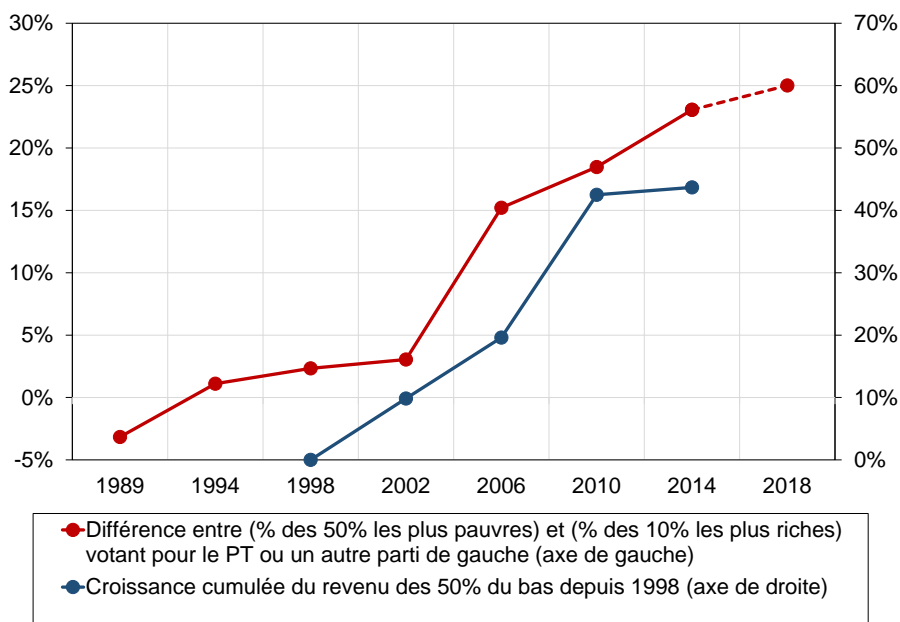
2003, Lula crée la *Bolsa Familia*, qui étend les politiques initiées par Cardoso et les transforme en un ensemble de transferts conditionnels qui bénéficient à des millions de familles brésiliennes défavorisées. Le premier gouvernement de Lula re-valorise également le salaire minimum, dont le montant croît de près de 7% par an en termes réels entre 2003 et 2005. La croissance décolle aussi, alors que l'économie nationale bénéficie de la montée des prix des produits primaires et d'une expansion considérable des exportations.

L'élection de 2006 redonne à Lula et au PT le pouvoir exécutif grâce à un score de 60.9% au second tour de la présidentielle. Le deuxième mandat de Lula est marqué par une période de croissance économique plus prononcée, surnommée "Milagrinho" ("Mini Miracle"), qui est principalement alimentée par la dépense domestique et par les investissements fédéraux qui atteignent 28% par an. Cette hausse résulte du *Programa de Aceleração do Crescimento* (PAC), un programme d'investissement de grande ampleur lancé en Janvier 2007 et qui cible les secteurs de l'énergie, du logement, des installations sanitaires et des infrastructures logistiques. La consommation des ménages croît également deux fois plus vite que lors de la période précédente du fait des revalorisations du salaire minimum réel et des

La montée des clivages de classe au Brésil est intrinsèquement liée au succès du PT à combattre la pauvreté depuis 2002.

¹Dans cette note, nous prenons les 50% du bas, les 40% du milieu et les 10% du haut dans la distribution du revenu comme indicateurs simples des ménages à bas revenus, des groupes à revenus moyens et des élites socio-économiques respectivement. La "classe moyenne" peut être comprise comme représentant une part de la distribution qui recouvre une partie des groupes à revenus moyens et à revenus élevés, mais exclut le sommet de la distribution.

Figure 1. La montée des clivages de classe au Brésil, 1989-2018



Source : calculs des auteurs à partir d'enquêtes menées par l'institut Datafolha. Les partis de gauche incluent le PT, le PDT, le PCdoB, le PSOL (depuis 2006) et le PSB (en 2002 seulement). Lecture : les 50% de brésiliens les plus modestes ont été de plus en plus enclins à voter pour le PT et d'autres partis de gauche au premier tour de l'élection présidentielle relativement aux citoyens les plus riches. Parallèlement, entre 1998 et 2014, le revenu moyen des 50% du bas a augmenté de 42%.

programmes d'aide sociale.

En 2010, Dilma Rousseff est élue en se fixant pour objectif explicite de poursuivre la politique de Lula. Elle met en place plusieurs nouvelles politiques publiques, telles que le programme *Brasil Sem Miséria* qui étend la *Bolsa Família* et vise à éradiquer la pauvreté absolue. Elle est réélue de justesse en 2014 avec 51.65% des voix face au candidat du PSDB Aécio Neves, à un moment où la croissance a ralenti et l'économie approche de la récession. En 2016, alors que le pays fait face à sa plus grave récession économique depuis le début des années 1980, plusieurs politiciens du parti et du gouvernement font face à des enquêtes policières pour avoir reçu des pots-de-vin de la compagnie publique Petrobras. Rousseff est alors officiellement destituée et son vice-président Michel Temer, du parti centriste *Movimento Democrático Brasileiro* (PMDB), la remplace le 31 août. L'accumulation d'enquêtes pour corruption réduisent le soutien pour le PT au parlement et parmi

les classes moyennes.

La victoire du PT en 2002 et aux élections suivantes résulte d'un changement progressif dans la structure de l'espace politique brésilien. Le Parti des Travailleurs émerge dans les années 1980 comme un parti de gauche radicale avec une forte base idéologique et organisationnelle. Le parti mobilise originellement des réseaux d'électeurs urbains et éduqués qui croient en sa plateforme redistributive et en la viabilité du socialisme. Dans les années 1990, cependant, la popularité du *Plano Real* de Cardoso "suggéra que les promesses du PT de combattre les causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité (par exemple, la redistribution de la terre) étaient bien moins attractives aux yeux des électeurs pauvres que des améliorations immédiates bien que limitées".²

L'arrivée du PT au pouvoir résulte ainsi largement

²Hunter, Wendy (2007). "The Normalization of an Anomaly: The Workers' Party in Brazil". *World Politics* 59.03, pp. 440-475.

d'un virage stratégique vers le centre-gauche, même si certaines idéologies fondamentales sont alors toujours représentées, assurant le soutien des syndicats et de la classe moyenne urbaine. Bien que les politiques sociales de Lula se placent dans la continuité de celles des gouvernements précédents, les hausses du salaire minimum et les programmes mis en place au cours de son premier mandat, en particulier la *Bolsa Família*, amènent un changement radical de la base électorale du Parti des Travailleurs, les individus à faible niveau de sécurité économique se tournant massivement vers le PT.³

La montée du "pétisme" depuis 2002 est ainsi intrinsèquement liée à la mise en œuvre de programmes destinés aux classes sociales les plus défavorisés du pays et aux politiques de dépenses publiques. La figure 1 montre l'évolution des clivages de classe au Brésil à l'aide d'un indicateur simple: la différence entre la proportion d'individus appartenant aux 50% les plus pauvres et la proportion d'individus appartenant aux 10% les plus aisés votant pour le PT ou pour d'autres partis de gauche mineurs lors du premier tour des élections présidentielles. Entre 1989 et 2002, aucune configuration claire n'est visible: la gauche brésilienne est soutenue par un électorat rassemblant des électeurs de couches sociales diverses.

Si Lula avait participé à l'élection de 2018, 44% des brésiliens les plus défavorisés l'auraient soutenu, contre seulement 17% de ceux appartenant au décile de revenu supérieur.

Depuis 2006, à l'inverse, les classes défavorisées ont approuvé de manière croissante l'agenda du PT. Lors de la dernière élection présidentielle, les classes populaires ont accusé un niveau de soutien pour le parti au pouvoir (et ses "alliés") supérieur de 23 points de pourcentage à celui des élites économiques. Et bien que des enquêtes d'opinion plus récentes ne soient pas encore disponibles, un sondage mené en octobre 2017 révélait

le degré inédit de polarisation politique que pouvait représenter l'élection présidentielle de 2018. Si Lula avait pu participer au suffrage, 44% de la moitié de la population la plus pauvre l'aurait soutenu dès le premier tour (70% au second tour), contre seulement 17% des électeurs appartenant au décile de revenu supérieur (37% au second tour). Le contexte de l'élection actuelle résulte ainsi partiellement de conflits liés à la redistribution et aux politiques publiques du PT. Une analyse plus détaillée de la répartition de la croissance économique depuis 2002, en particulier, peut s'avérer utile pour comprendre les facteurs socio-structurels associés à la montée de l'extrême droite.

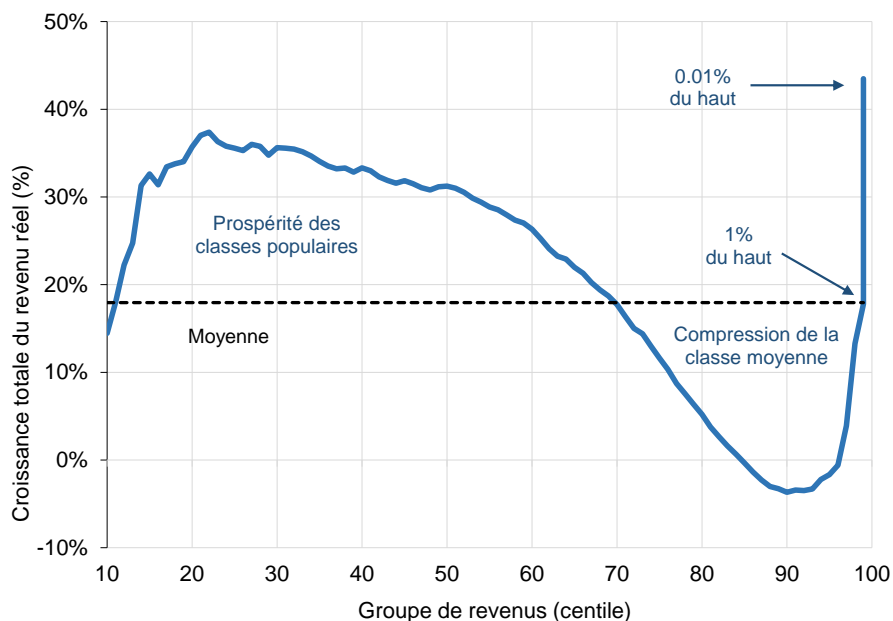
Qui sont les gagnants et perdants de la croissance brésilienne depuis 2002 ?

La figure 1 montre également la croissance cumulée du revenu moyen des 50% les plus pauvres depuis 1998. L'amélioration du niveau de vie des brésiliens les plus modestes est particulièrement importante entre 2002 et 2010 : au début du premier mandat de Dilma Rousseff, le revenu moyen des 50% du bas a atteint un niveau de 42% supérieur à celui de 1998. Et malgré la faible croissance de la période 2010-2014, les gains de pouvoir d'achat atteints sous les administrations du PT et de ses alliés ont été suffisants pour conserver le soutien des classes populaires. Cette trajectoire de long terme, ainsi que l'absence d'alternative plus "favorable", ont contribué à exacerber les clivages de classe.

La figure 2 offre une vision plus complète de la répartition de la croissance brésilienne par groupe de revenus. Elle représente, pour chaque percentile de la distribution, la croissance totale du revenu réel entre 2002 et 2014. Alors que le revenu national moyen par adulte a augmenté de 18% sur cette période, ces gains ont été principalement répartis entre deux groupes distants : les plus pauvres et les plus riches de la société brésilienne. Une majorité d'individus appartenant aux 50% du bas ont vu leur revenu augmenter deux fois plus vite que la moyenne. La croissance a été plus faible au milieu de la distribution, se situant en-dessous de la

³Zucco, Cesar et Timothy J. Power (2013), "Bolsa Família and the Shift in Lula's Electoral Base, 2002-2006: A Reply to Bohn". *Latin American Research Review* 48.2, pp. 3-24.

Figure 2. Inégalités de revenus au Brésil, 2002-2014: Courbe d'Incidence



Source: calculs des auteurs à partir de Morgan (2017). Lecture: le revenu des brésiliens les plus modestes a cru considérablement plus vite que celui de la classe moyenne entre 2002 et 2014.

moyenne entre les percentiles 70 et 99. Cette “compression de la classe moyenne” rappelle de façon frappante la répartition de la croissance mondiale depuis 1980.⁴ Tout au sommet de la distribution, l’élite économique brésilienne a vu son revenu augmenter de manière significative – groupe qui, paradoxalement, a été le moins enclin à soutenir le parti au pouvoir.

Ces dynamiques ont autant à voir avec des circonstances économiques extérieures qu’avec les initiatives domestiques gouvernementales. L’amélioration des conditions de vie atteint déjà les plus pauvres au début des années 2000, grâce à la centralisation des négociations salariales, aux transferts sociaux et à l’investissement public qui s’ajoutent à la hausse de la consommation des ménages. Un ensemble de politiques dédiées à l’inclusion sociale, du logement à la santé en passant par l’éducation, sont mises en place et accordent une attention particulière aux familles les plus modestes. L’économie informelle recule considérablement, alors qu’une part croissante de tra-

vailleurs accèdent à des emplois déclarés, contribuant ainsi à la sécurité sociale. Et surtout, la pauvreté matérielle recule incontestablement: la part d’individus se situant sous le seuil national de pauvreté passe de plus de 30% à environ 15% sur la période considérée.

En même temps, les investissements fédéraux se révèlent lucratifs pour les détenteurs du capital, notamment grâce à la nouvelle impulsion donnée aux investissements privés et aux rendements élevés sur l’extraction des produits primaires et sur l’export. Cette prospérité relative des groupes de revenus supérieurs est facilitée par l’absence de véritable réforme du système fiscal régressif sur l’ensemble de la période, la taxe sur le revenu pesant plus fortement sur la classe moyenne. Cet environnement économique explosif, jusqu’en 2014, est aussi visible dans le secteur de la finance. Les marchés financiers prospèrent et le crédit à la consommation est en plein essor, en lien avec la croissance des prix de l’immobilier. Ces évolutions soutiennent le développement du secteur des services à partir du milieu des années 2000, au détriment de l’industrie

⁴Voir le Rapport sur les inégalités mondiales 2018.

Le Brésil: un pays qui hérite d'un passé aux inégalités extrêmes

Distinction sociale et inégalités économiques ont dominé le paysage brésilien au moins depuis l'installation d'Européens au tournant du XVI^e siècle. Après l'indépendance obtenue vis-à-vis du Portugal en 1822, seuls les hommes catholiques, lettrés, nés sur le territoire, âgés de plus de vingt-cinq ans et possédant un certain niveau de revenu ont le droit de vote. Une loi électorale de 1881 l'étend aux non-catholiques et aux citoyens naturalisés. Les femmes, les illettrés et les esclaves – ces deux derniers représentant alors 80% de la population en âge de voter – demeurent exclus du suffrage. Le Brésil est le dernier pays du monde occidental à abolir l'esclavage en 1888, trois ans avant sa nouvelle constitution républicaine. Les afro-brésiliens demeurent cependant discriminés du fait de leur faible niveau d'éducation, de l'absence de système universel d'éducation publique, du taux élevé d'illettrisme et de restrictions sur l'accès à la propriété terrienne – aucune réforme agraire significative n'est conduite, ni après l'instauration de la république, ni après aucun des autres changements constitutionnels de l'histoire du Brésil. Bien que ces restrictions liées au genre et au revenu soient abolies en 1891 et 1934 respectivement, l'exclusion officielle des membres les plus défavorisés de la société du processus politique est maintenue, jusqu'à ce que la constitution de 1988 mette un terme à la nécessité d'être alphabétisé pour voter. À ce moment-là, environ 20% de la population en âge de voter ne possède toujours aucune compétence ni en lecture ni en écriture.

Cet héritage inégalitaire s'observe aussi au niveau géographique. La constitution de 1891 impose de fortes limites aux pouvoirs du gouvernement central, suivant la tendance des cinquante dernières années vers une autonomie régionale croissante. Cette tendance est notamment portée par la puissante oligarchie du café de São Paulo qui espère pouvoir contrôler directement l'exécutif fédéral grâce à ses *patrias* locaux. Ce système patriarcal rural, connu sous le nom de *coronelismo*, se consolide au niveau municipal. À travers ce processus coercitif, les conseillers municipaux, les "coronels", élisent les gouverneurs des états, qui à leur tour choisissent le président du pays. Cette allocation informelle des pouvoirs justifie qu'on ait souvent surnommé république du "café com leite" (café au lait) la Vieille République brésilienne (1891-1930), le pouvoir étant généralement partagé entre deux types d'élites foncières du sud-est du pays : l'une située dans l'état de São Paulo, producteur de café, l'autre localisée à Minas Gerais, où se concentre l'élevage bovin. Ce système facilite la persistance d'inégalités extrêmes dans les zones rurales, qui rassemblent une majorité de la population nationale jusque dans les années 1970. Au fil du temps, alors que se développent de nouvelles activités économiques, un clivage émerge entre les zones urbanisées et industrialisées du sud et du sud-est, concentrant un grand nombre de descendants Européens, et les régions rurales du nord et du nord-est où vivent d'importantes populations de familles autrefois en état d'esclavage.

Les régions du sud ont historiquement concentré les fonctions politiques et économiques les plus importantes du pays, telles que le contrôle des produits les plus profitables (or, bétail, café, huile) et les industries lourdes. Ce dualisme dirige le revenu national vers une élite restreinte, car l'industrie avancée est encouragée avant l'intégration économique du reste du pays et les terres agricoles continuent d'être possédées par une étroite minorité de la population. Aujourd'hui, les régions du sud fournissent la majeure partie des revenus fiscaux aux autorités, les états de Rio de Janeiro et de São Paulo contribuant à hauteur de la moitié du revenu fiscal national reporté par l'administration brésilienne pour les vingt-sept états du pays. Au cours des dix dernières années, les 1% de brésiliens les plus aisés ont reçu plus d'un quart du revenu national chaque année.^a

^aMorgan, Marc and Souza, Pedro (2018), "Distributing Growth in a Large Emerging Economy: New Evidence on Long-Run Inequality in Brazil (1926-2016)", WID.world Working Paper Series, à paraître.

manufacturière et de la classe moyenne urbaine.

La classe moyenne aisée se retrouve ainsi liguée contre les groupes sociaux les moins privilégiés, sa part dans le revenu national devenant de plus en plus faible après 2014. La montée de l'inflation à partir de 2013, la hausse du coût du travail – qui inclue le service domestique largement utilisé par la classe moyenne supérieure – et la remise en question de son droit à bénéficier de la sécurité sociale l'amène à perdre confiance en le Parti des Travailleurs, perçu comme représentant exclusivement les travailleurs pauvres. La récession qui s'ensuit, la perte de compétitivité de l'économie brésilienne, l'accumulation des scandales de corruption qui touchent particulièrement le PT et le retour de Lula dans l'arène politique achèvent de rendre les élites brésiliennes hostiles à toute forme de pouvoir exécutif associé au PT. Nonobstant la campagne médiatique qui s'est développée contre le PT, Un certain degré de myopie caractérise peut-être les très riches sur le processus qui leur a permis de prospérer au cours de la dernière décennie. Leurs succès à bloquer d'éventuelles réformes sur la progressivité fiscale et à renverser le gouvernement, ainsi que la montée du "populisme réactionnaire" de Bolsonaro, reflètent ces divisions opposant la classe moyenne aux plus pauvres.

Qui soutient Bolsonaro ?

La victoire de Bolsonaro au premier tour de l'élection présidentielle tient ainsi à une insatisfaction vis-à-vis des scandales de corruption du PT, mais également à un mouvement d'opposition contre ses politiques sociales. Il y a un an, on demandait à un échantillon d'électeurs de choisir la problématique déterminant le plus leur futur choix de vote en 2018. Contrairement à ce à quoi on pourrait s'attendre, la corruption n'était pas du tout considérée comme étant la problématique la plus importante du pays pour une majorité de brésiliens: 32% des enquêtés choisissaient la santé, 16% sélectionnaient l'éducation et 14% insistaient sur la création d'emploi comme étant le domaine politique influençant leur choix de candidat plus que tout autre. "Combattre la

corruption", en revanche, n'était désigné que par 18% des individus; la corruption ne peut donc pas être prise pour seule responsable du succès récent de Bolsonaro.

L'intersection de ces problématiques avec les caractéristiques socio-économiques individuelles est fondamentale pour comprendre la polarisation de l'électorat brésilien. La figure 3 décompose les problématiques considérées comme les plus importantes par groupes de revenus.

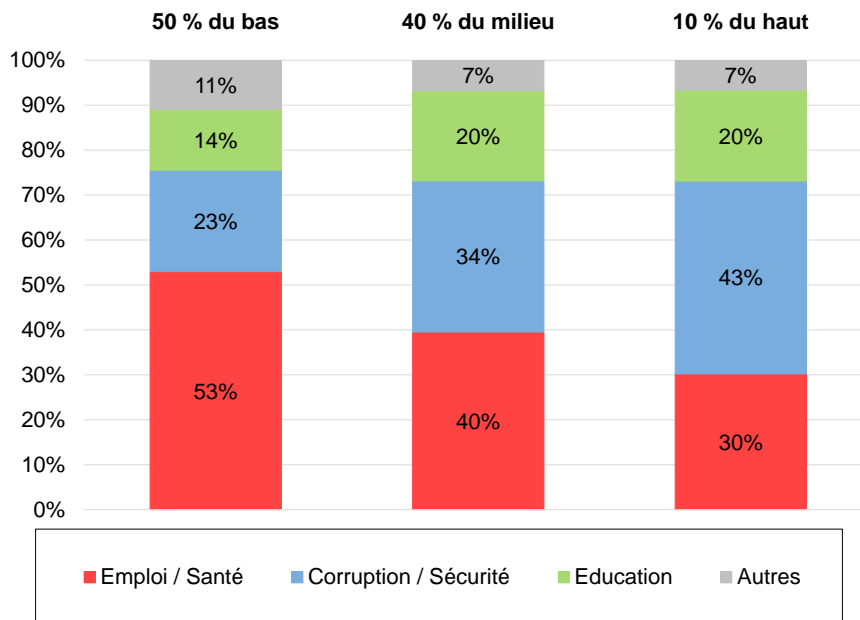
Les électeurs les plus modestes sont significativement plus enclins à mettre en avant des sujets d'ordre social, là où les citoyens plus aisés attachent plus d'importance à la corruption et à la sécurité. Plus de la moitié des individus appartenant aux 50% du bas considèrent que l'emploi et

la santé détermineront leur vote, contre seulement 30% de ceux appartenant aux 10% les plus riches.

La montée de Bolsonaro peut ainsi potentiellement s'expliquer par sa capacité à attirer des électeurs sur ces deux types de problématiques. En se positionnant contre la corruption et la violence "tolérées" par le système démocratique actuel, il a reçu le soutien des citoyens éduqués désabusés par les multiples scandales auxquels font face les gouvernements précédents. Et en soutenant une baisse de la progressivité fiscale, des coupes budgétaires et de nouvelles vagues de privatisations, il a su apaiser les classes moyenne et supérieure qui s'étaient senties abandonnées par les politiques économiques du PT. La géographie du premier tour de l'élection présidentielle va dans le sens de cette conclusion: seules les régions du nord-est concentrant les populations aux conditions de vie les plus difficiles ont donné une majorité à Fernando Haddad. Les électeurs soutenant encore le PT sont ainsi ceux qui attachent plus d'importance aux problématiques sociales qu'à la corruption, et craignent les conséquences du programme économique libéral de Bolsonaro.

La base électorale du PT s'est réduite aux classes sociales défavorisées qui accordent davantage d'importance aux problématiques de santé et d'emploi qu'à la corruption.

Figure 3. Problématique principale déterminant le choix de vote en 2018 par groupe de revenu



Source : calculs des auteurs à partir d'enquêtes menées par l'institut Datafolha en octobre 2017. Lecture : plus de la moitié des 50% de brésiliens les plus défavorisés considéraient en octobre 2017 que les problématiques liées à la santé et à l'emploi seraient les plus importantes pour déterminer leur choix de vote à l'élection présidentielle de 2018.

Le conservatisme de Bolsonaro et sa nostalgie assumée de la dictature militaire ont été omniprésents dans le débat public et les médias internationaux. En octobre 2017, on demandait aux électeurs brésiliens si la démocratie pouvait être considérée comme toujours supérieure aux autres formes de gouvernement, ou si une dictature pouvait être préférable sous certaines circonstances.⁵ De manière surprenante, les préférences pour la démocratie n'étaient que faiblement associées aux intentions de vote: si le second tour de l'élection devait opposer Lula au leader to Parti Social Libéral, 41% des électeurs préférant la démocratie en toutes circonstances soutiendraient Bolsonaro, contre 43% des autres enquêtés. Ce résultat peut être expliqué par le fait que les franges aisées et éduquées de la population tendent à être *davantage* attachées à la règle démocratique. Les opinions relatives à la

démocratie ont ainsi constitué un clivage transversal lors de l'élection de 2018: certains individus des classes supérieures ont soutenu le candidat d'extrême droite malgré leur désaccord avec sa vision des institutions. En d'autres termes, la menace potentielle que Bolsonaro représente pour la démocratie a été oblitérée par la corruption et les problématiques sociales qui demeurent bien plus importantes pour les électeurs.

Seules de nouvelles données sur les inégalités de revenus et les comportements de vote pourront révéler plus précisément les facteurs véritables derrière la montée de l'extrême droite lors de l'élection de 2018. Cette étude rétrospective a cependant l'avantage de contextualiser son émergence et de décrire certains facteurs socio-historiques qui la sous-tendent. En Europe ou aux États-Unis, le vote pour les mouvements d'extrême droite "populiste" se concentre chez les individus à faible capital politique, économique et culturel. Au Brésil, au contraire, Bolsonaro s'est attiré le soutien des plus éduqués et des élites économiques.

⁵Les enquêtés devaient choisir entre "la démocratie est toujours meilleure que toute autre forme de gouvernement", "sous certaines circonstances, une dictature est préférable à un régime démocratique" et "démocratie et dictature s'équivalent".

Pour aller plus loin: inégalités économiques et politiques de la redistribution au Brésil

Cette note thématique se base sur des travaux de recherche récents réalisés par les auteurs.

Marc Morgan est doctorant à l'École d'économie de Paris et au World Inequality Lab. Dans "Falling Inequality vs Persistent Concentration" ("Décroissance des Inégalités vs Concentration Persistante"), il réexamine l'évolution des inégalités de revenus au Brésil depuis 2001 en mobilisant un nouvel ensemble de sources de données. En combinant des enquêtes sur les ménages avec des informations détaillées sur les déclarations d'impôt, il est en mesure de construire une nouvelle série d'inégalités du revenu national avant impôts qui est cohérente avec les comptes nationaux. Ses résultats amènent à une révision importante des statistiques officielles, la baisse des inégalités depuis 2001 étant moins prononcée que ce que celles-ci suggéraient.

Amory Gethin est économiste au World Inequality Lab. Dans "Cleavage structures and distributive politics" ("Structure des clivages et politiques de la redistribution"), il relie l'évolution des clivages politiques aux conflits portant sur la redistribution économique à travers une série d'études de cas portant sur le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada et le Japon. Son analyse met au jour l'existence de trois facteurs complémentaires qui sont fondamentaux pour comprendre l'évolution récente des inégalités de revenus dans ces pays: les programmes idéologiques des partis politiques, la polarisation des électeurs et le degré de mobilisation des classes sociales défavorisées.

🔗 Morgan, Marc (2017), "Falling Inequality vs Persistent Concentration: Reconciling Evidence from Surveys, Administrative Data and National Accounts in Brazil (1995-2016)", WID.world Working Paper n. 2017/12, Version: October 2018, à paraître sur WID.world.

🔗 Gethin, Amory (2018), "Cleavage structures and distributive politics. Party competition, voter alignment and economic inequality in comparative perspective", mémoire de master dirigé par Thomas Piketty, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Le Laboratoire sur les inégalités mondiales

La Laboratoire sur les inégalités mondiales (*World Inequality Lab*) a pour but de promouvoir la recherche portant sur la dynamique de répartition des revenus et des patrimoines au niveau mondial. Sa mission principale est de mettre à jour et d'élargir la World Inequality Database. Il a également pour rôle d'élaborer des rapports et des documents de travail relatifs aux inégalités abordant des problématiques de fond et de méthodologie. La Laboratoire sur les inégalités mondiales regroupe une vingtaine de chercheurs, assistants de recherche et chargés de mission basés à l'École d'économie de Paris. Il est supervisé par le même comité exécutif que la base de données WID.world, composé de 5 co-directeurs. Le Laboratoire travaille en étroite collaboration avec le vaste réseau international (plus de cent chercheurs couvrant près de soixante-dix pays) qui participe à cette base de données.

Adresse : World Inequality Lab 48 bd Jourdan 75014 Paris

Contact : press@wid.world.

Site internet : <https://wid.world>.